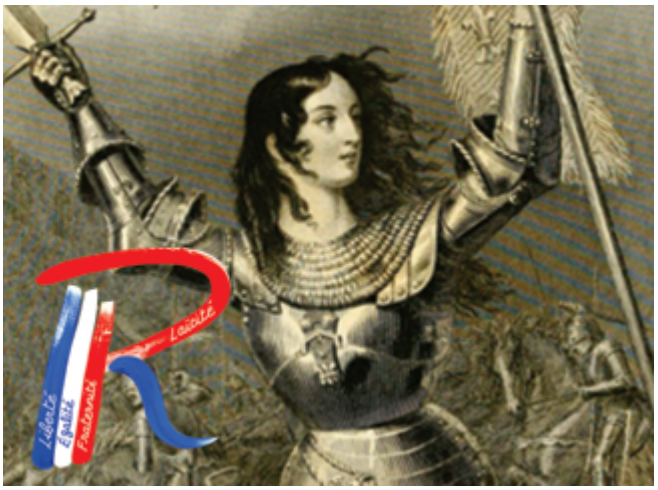
Mauritanie : les anti-esclavagistes donnent une leçon à Macron sur l'islam

écrit par Christine Tasin | 3 juillet 2018



Rappel préalable sur la Mauritanie (République islamique de Mauritanie) – étymologiquement « pays des Maures », source wikipedia :

Très ancienne terre d'islam, comme en témoignent les milliers de manuscrits conservés dans les bibliothèques de Chinguetti, Ouadane ou Oualata, la Mauritanie est musulmane à près de 100 %[73]. Cette foi qui imprègne très fortement la société et la culture du pays est affirmée par la Constitution qui en fait la religion d'État. Les Mauritaniens sont sunnites et se réclament pour la plupart de l'école de jurisprudence malékite, l'une des quatre écoles du sunnisme[73]. Beaucoup de musulmans appartiennent aussi à des confréries religieuses. Les plus représentées en Mauritanie sont la Qadiriyya et la Tidjaniyya[73].

Selon l'article 306 du Code pénal mauritanien, tout musulman qui apostasie, sans se repentir dans un délai de trois jours, est passible de la peine de mort[74]. Ce châtiment extrême n'a cependant jamais été appliqué. Le pays observe un moratoire de fait sur les condamnations à mort, la dernière exécution capitale en Mauritanie remontant à plus de trente ans[75].

Les non-musulmans sont pour la plupart des étrangers, généralement des catholiques

qui disposent de plusieurs lieux de culte dans le pays, à Nouakchott (cathédrale) et à Nouadhibou notamment. En revanche les protestants et les juifs – très peu nombreux – n'ont ni temple ni synagogue[76].

L'impression et la distribution de matériel non musulman sont interdits ainsi que le prosélytisme non musulman[77]. Selon la Constitution de 1991, les citoyens sont musulmans[77].

La Mauritanie constitue un espace de contact entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, ce qui en fait un pays pluriethnique ; elle est majoritairement peuplée d'une communauté arabe et berbère dans laquelle se distinguent deux groupes : les Maures arabo-berbères dits « Maures blancs » ou Beidanes (qui représenteraient 30 %), et de Haratines dits « Maures noirs », anciens esclaves arabophones, d'origine Bafour (qui seraient 40 % de la population), d'autre part d'un ensemble négro-africain composé de plusieurs ethnies, telles que les Peuls, Soninkés, Wolofs et Bambaras, qui représenteraient 30 % de la population, selon les estimations de la CIA[3] (sans études precises , il n'existe pas de statistiques dans ce sens). Il convient de souligner que la proportion des différents groupes ethno-linguistiques n'est pas connue avec précision, les statistiques avancées variant fortement selon la source. Pour mémoire, les statistiques datant des années 1960 indiquaient une proportion d'environ 80 % d'arabophones (hassanophones).

Ô la douceur des pays musulmans et de cet islam qu'idolâtre Macron…

Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas. En ce moment tout le monde lui met les points sur les i, et pas n'importe qui, son ex-ambassadeur en Hongrie et à présent le Président du mouvement anti-esclavagiste mauritanien.

Ce dernier met l'accent, dans sa lettre ouverte, sur 3 points essentiels :

L'esclavage, le racisme anti-noir et l'extrémisme religieux

qui *constituent les facettes d'une même oppression.*

Il ne le dit pas comme cela, mais le racisme anti-noir et l'esclavagisme sont deux éléments de l'islam, comme en témoigne le génocide africain organisé par les Arabo-musulmans qui castraient leurs esclaves noirs.

Quant à l'extrémisme religieux… Pas besoin de parler d'islamisme, l'islam tout court est un extrémisme, comme chacun sait.

A l'occasion du déplacement d'Emmanuel Macron à Nouakchott pour le sommet de l'Union africaine, le mouvement anti-esclavagiste mauritanien interpelle le chef de l'Etat français sur la question de la traite d'êtres humains dans son pays. Il rappelle qu'en Mauritanie «l'esclavage, le racisme anti-noir et l'extrémisme religieux constituent les facettes d'une même oppression».

C'est par une lettre ouverte que le mouvement anti-esclavagiste mauritanien (IRA) s'est adressé au président Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat français doit rencontrer le 2 juillet à Nouakchot les dirigeants africains réunis pour le 31e sommet de l'Union africaine. Un tête-à-tête est également prévu avec son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz.

«Vous allez rencontrer un homme d'Etat, témoin d'une tentative d'épuration ethnique contre les autochtones noirs, de 1986 à 1991», écrit le chef du mouvement abolitionniste mauritanien, Biram Obeid.

Et de rappeler que cette épuration visait l'anéantissement, sinon l'expulsion, des ethnies d'ascendance africaine, tels que les Wolofs, les Bambaras et les Soninkés de Mauritanie.

«L'opération s'est soldée par des dizaines de milliers de déportés et d'exilés, des pogroms, la banalisation de la torture, des assassinats collectifs, des spoliations de bétail et de terre», peut-on lire dans cette lettre ouverte.

«Vendus, mutilés et confinés au travail indécent»
La Mauritanie, affirme-t-il, reste gangrenée par le fanatisme et la discrimination raciale qui a transformé des millions de ses citoyens, les Haratines, en véritables parias.

«Sous prétexte de la race, ils étaient, et sont parfois de nos jours, vendus, mutilés et confinés au travail indécent, ou offerts en cadeau. Le code noir de chez nous règlementait même le détail du viol et du cuissage sur les femmes, parfois mineures», précise-t-il.

Le chef du mouvement abolitionniste mauritanien rappelle qu'il a été lui-même emprisonné à maintes reprises, relégué dans le désert et désigné à la vindicte pour avoir proclamé le droit universel à vivre librement sur la terre de ses ancêtres.

Des pratiques qui n'ont pas totalement disparu dans le pays qui accueille le président Emmanuel Macron, affirme-t-il.

L'esclavage et l'extrémisme religieux, même oppression
Officiellement, le président français doit évoquer avec les dirigeants africains des questions relatives à la lutte contre les groupes islamistes radicaux et le terrorisme qui sévit dans la région du Sahel.

«*L'esclavage, le racisme anti-noir et l'extrémisme religieux constituent, en Mauritanie, les facettes d'une même oppression»,* écrit Biram Obeid.

Il explique au président Emmanuel Macron les dégâts causés par les écoles islamiques qui se sont multipliées dans son pays.

«Des écoles de savoir islamique où l'Etat n'exerce aucun contrôle ont été transformées en des centres de radicalisation où des milliers de jeunes apprennent la haine de l'autre, l'infériorité de la femme et le devoir d'abolir les libertés de conscience et la diversité culturelle», déplore le leader du mouvement anti-esclavagiste mauritanien.

«Au nom du Monde libre et de votre grand pays, de grâce, ne cautionnez pas la dérive qui dévaste mon pays», conclut-t-il, dans sa lettre ouverte adressée au chef de l'Etat français.

http://geopolis.francetvinfo.fr/esclavage-en-mauritanie-lettre-ouverte-au-president-emmanuel-macron-195707